

2005^{ème} séance

Mercredi 24 octobre 1973, à 15 h 20.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.2005

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (suite) [A/9003 et Corr.1, chap. XXIII, sect. A.1 et A.2, et XXX, sect. B; A/9018, A/9094 et Add.1 et 2, A/9095 et Add.1, A/9139, A/9177, A/C.3/L.2016 à 2017] :

b) Projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid (suite) [A/9003 et Corr.1, chap. XXIII, sect. A.2, A/9095 et Add.1, A/C.3/L.2016 à 2019]

1. M. LÜTEM (Secrétaire de la Commission) donne lecture des amendements au projet de convention (A/9095, annexe, et A/9095/Add.1) présentés par les délégations du Ghana (A/C.3/L.2016), de l'Égypte (A/C.3/L.2017), de la Guyane (A/C.3/L.2018) et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.3/L.2019).

2. M. RÍOS (Panama) regrette de n'avoir pu participer ni aux débats sur ce point de l'ordre du jour ni à la célébration du vingt-cinquième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Pour des raisons historiques, le Panama a traditionnellement désavoué toute forme de discrimination, comme en témoignent l'article 16 de la Constitution de 1904, l'article 21 de la Constitution de 1946 et les articles 19 et 20 de la Constitution de 1972. En outre, des circonstances de diverses natures ont fait que le Panama abrite les groupes humains les plus divers dans un climat de coexistence harmonieuse, ce qui explique son refus de toute forme de racisme. La délégation panaméenne a donc collaboré avec enthousiasme aux travaux qui ont abouti à l'adoption de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, à laquelle le Panama est partie depuis le 5 janvier 1969. Les principes de base de la Convention ont été incorporés à la législation panaméenne et sont diffusés et enseignés dans les écoles de la République.

3. En ce qui concerne l'*apartheid*, le Panama a toujours soutenu que ce système était odieux et répugnant et qu'il fallait le combattre sans relâche dans toutes les parties du monde. Pour la délégation panaméenne, la lutte contre l'*apartheid* est une lutte pour la paix, étant donné qu'il ne peut y avoir de paix tant que subsistent des régimes racistes qui font de la ségrégation raciale une politique d'Etat, ni tant que certaines puissances s'obstinent à maintenir des peuples entiers sous le joug colonial ou à perpétuer des situations coloniales de nature explosive. Le Panama, qui a lui-même eu à souffrir de la discrimination raciale, est à l'avant-garde de la lutte contre ce fléau; c'est pourquoi il appuie le projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid*, réaffirmant ainsi une ligne de conduite internationale déjà exposée le 21 mars 1973 par M. Aquilino Boyd dans la ville de Panama, à l'occasion d'une nouvelle célébration de la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

4. M. VARGA (Hongrie) se déclare énergiquement en faveur de l'adoption rapide du projet de convention car il estime que son adoption et son entrée en vigueur constitueraient une importante mesure pratique dans la voie de l'élimination définitive du racisme et de sa forme la plus inhumaine et la plus cruelle, l'*apartheid*, et donneraient un nouvel élan à la lutte mondiale contre toutes les formes de discrimination raciale. La délégation hongroise est convaincue que l'adoption de la convention renforcerait encore les instruments internationaux qui existent déjà dans le domaine des droits de l'homme, tels que la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale.

5. Le représentant de la Hongrie estime que le nombre limité d'amendements dont la Commission est saisie montre clairement que le texte a été préparé avec soin et qu'il est désormais prêt à être adopté. En ce qui concerne lesdits amendements, la délégation hongroise appuie celui du Ghana (A/C.3/L.2016), qui, à son avis, améliore le texte du préambule en apportant des précisions qui éliminent certaines ambiguïtés. Elle n'a pas non plus de difficultés à accepter l'amendement présenté par l'Égypte (A/C.3/L.2017). De même, la délégation hongroise accueille avec satisfaction l'amendement présenté par l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.3/L.2019), qu'elle est disposée à appuyer, tout comme les deux suggestions faites par la Guyane (A/C.3/L.2018).

6. Mme MANDARA (République-Unie de Tanzanie) appuie énergiquement le projet de convention et se féliciterait de le voir approuvé par la quasi-totalité des délégations. La délégation tanzanienne est convaincue que l'adoption de ce projet de convention renforcerait les autres instruments adoptés pour lutter contre le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*, lutte que l'Organisation des Nations Unies mène depuis sa création. En outre, elle appuie tous les amendements présentés et invite instamment toutes les délégations à considérer le projet de convention dans sa véritable perspective, celle de la lutte contre le racisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*, notamment en Afrique du Sud.

7. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que le faible nombre des amendements et des observations prouve que le texte a été établi avec beaucoup de soin par la Commission des droits de l'homme et le Conseil économique et social et qu'il peut être adopté par la Troisième Commission. La délégation de l'URSS n'a pas de difficulté à appuyer les amendements présentés par certains autres pays; quant à l'amendement qu'elle a elle-même proposé (A/C.3/L.2019), elle en a déjà exposé les motifs et il ne lui semble pas nécessaire de donner de plus amples explications. Elle voudrait toutefois apporter à

l'amendement de l'URSS une légère modification¹, consistant à supprimer, dans la dernière partie du nouvel article proposé, les mots "ou l'un quelconque des autres actes indiqués à l'article II de la présente Convention", la mention du crime d'*apartheid* rendant ce membre de phrase inutile.

8. M. ALFONSO (Cuba) rappelle que Cuba a toujours voté pour les résolutions condamnant les pratiques d'*apartheid* et la discrimination raciale en général et qu'à la session précédente, lors de l'examen du projet de convention, son pays s'était prononcé en faveur de l'adoption de cet instrument par la Troisième Commission, étant convaincu qu'il ne faut perdre aucune occasion de renforcer l'appareil juridique dont on dispose pour combattre les crimes contre l'humanité. Il est indéniable que la qualité juridique du document à l'étude souffre de la rapidité avec laquelle il a été préparé; néanmoins, étant donné les efforts évidents qui ont été faits pour l'améliorer, Cuba est disposé à appuyer le projet de convention.

9. En ce qui concerne les amendements présentés, Cuba estime que celui du Ghana (A/C.3/L.2016) introduirait un changement positif dans le préambule; en effet, l'objectif recherché n'est pas seulement de nature pragmatique, à savoir éviter des crises graves, mais aussi de promouvoir le respect de la dignité humaine, le progrès et la justice. Cuba appuie aussi l'amendement présenté par l'Égypte (A/C.3/L.2017) car le nouveau libellé de l'alinéa a de l'article IV met l'accent sur l'objectif proposé en soulignant les obligations que les États doivent contracter. L'amendement de la Guyane (A/C.3/L.2018) aura également l'appui de Cuba, tout comme celui de l'URSS (A/C.3/L.2019) qui ajoute au projet des éléments utiles.

10. M. BAL (Mauritanie) indique que le Groupe africain l'a chargé de demander à la Commission, par l'intermédiaire du Président, de renvoyer le vote sur le projet de convention à une date ultérieure, qui serait laissée à l'entière discrétion du Président. Le vote ne peut avoir lieu pendant la séance en cours alors que les consultations se poursuivent encore. La délégation mauritanienne se propose de demander un vote enregistré sur certains articles, sinon sur l'ensemble du projet de convention.

11. M. CATO (Ghana) appuie la demande du représentant de la Mauritanie visant à renvoyer le vote à une date ultérieure. La Commission pourrait peut-être voter à la séance suivante, puisqu'un projet de résolution sur la question à l'étude est en préparation². Le reste de la séance en cours pourrait être consacré à apporter la dernière touche à ce projet de résolution avant de le transmettre au Secrétariat.

12. Mme WARZAZI (Maroc) propose que le Président accepte que d'autres amendements soient déposés durant la séance en cours. Elle signale ensuite que, dans la version française de l'article V du projet de convention, on dit : "le tribunal pénal international"; or, comme il n'a jamais été question jusque-là de ce tribunal, ni de la façon dont il serait constitué ou de sa composition, il serait préférable d'employer l'article indéfini "un". En ce qui concerne l'article II, il serait souhaitable de le rendre plus explicite; aussi, Mme Warzazi propose-t-elle d'ajouter, après l'adjectif

"raciales", le membre de phrase "telles qu'elles sont pratiquées en Afrique australe".

13. Le Maroc se félicite que l'URSS ait supprimé la dernière partie du nouvel article qu'elle propose (A/C.3/L.2019) et annonce que la délégation marocaine appuiera cet amendement. Pour ce qui est de l'amendement présenté par l'Égypte (A/C.3/L.2017), Mme Warzazi signale que, dans la version française, le terme anglais "*doctrines*" a été traduit par "thèses" et ne comprend pas pourquoi on n'a pas utilisé le terme français "*doctrines*". Elle propose donc que la version française du document soit rectifiée.

14. Le PRÉSIDENT, répondant aux points d'ordre soulevés par les délégations mauritanienne, ghanéenne et marocaine, se félicite des efforts déployés par le Groupe africain pour parvenir à un accord et annonce que, s'il n'y a pas d'objections, la date limite pour le dépôt des amendements sera reportée au lendemain à 18 heures et que le vote sur le projet de convention aura lieu le vendredi 26 octobre 1973.

Il en est ainsi décidé.

15. M. BADAWI (Égypte) déclare que son pays appuie le projet de convention ainsi que les amendements y relatifs.

16. Mme MARICO (Mali) dit que sa délégation appuie le projet de convention car le Mali est en faveur de tout instrument pouvant contribuer à éliminer le crime d'*apartheid*. Sans préjudice de cet appui, elle voudrait présenter certains amendements³ mineurs en vue de renforcer l'esprit du projet.

17. Au premier alinéa du préambule, la délégation malienne souhaiterait que les mots "*S'inspirant de*" soient remplacés par "*Rappelant les dispositions de*". Les deuxième et troisième alinéas commenceraient par "*Considérant*" au lieu de "*Se référant*". Au huitième alinéa, le mot "aussi" serait supprimé et, après le mot "troublent", seraient ajoutés les mots "et menacent". En outre, le neuvième alinéa du préambule serait modifié comme suit :

"Convaincus qu'une convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* permettrait d'adopter de nouvelles mesures en vue de supprimer et de sanctionner ce crime."

18. En ce qui concerne le dispositif, le terme "mentionnés" serait remplacé par "définis" à l'article premier. Le début de l'article II serait le suivant : "Aux fins de la présente Convention, l'expression "crime d'*apartheid*" englobe . . .", et il y serait apporté en outre la modification proposée par la représentante du Maroc. A l'alinéa a du même article, le terme "sûreté" serait supprimé car l'on ne voit pas très bien de quelle manière le droit à la sûreté de la personne peut être refusé. A la rubrique ii du même alinéa, les mots "ou mentale" seraient supprimés car l'intégrité physique comprend l'intégrité mentale. Après "intégrité physique", on pourrait ajouter les mots "à la liberté ou à la dignité".

19. A l'article III, après le mot "international", on ajouterait ", et quel que soit le mobile,". Pour ce qui est de l'article V, la délégation malienne pense, comme la délégation marocaine, qu'il vaudrait mieux remplacer l'article "le" par "un". Au sujet de l'article XIV,

¹ Le texte modifié de l'amendement a été ultérieurement distribué sous la cote A/C.3/L.2019/Rev.1.

² Distribué ultérieurement sous la cote A/C.3/L.2022.

³ *Idem*, A/C.3/L.2021.

Mme Marico estime, avec la délégation chypriote, que, au paragraphe 1, il faudrait remplacer "dixième" par "trente-cinquième".

20. Quant aux autres amendements déposés, le Mali leur donne à tous son agrément, sous réserve que l'Égypte accepte de corriger le mot "thèses" figurant dans la version française de son amendement (A/C.3/L.2017).

21. Mlle BIHI (Somalie) déclare que la République démocratique somalie a participé et participera toujours à la lutte contre l'*apartheid*, le racisme, la discrimination raciale, la domination étrangère et toutes les autres pratiques impérialistes, colonialistes et néo-colonialistes, afin de contribuer au maintien et au renforcement de la paix et de la sécurité internationales. C'est ainsi qu'il est clairement énoncé dans la première charte de la Révolution du 21 octobre 1969, entre autres dispositions, que la République démocratique somalie, résolue à collaborer avec tous les peuples du monde pour la réalisation de la paix, de la justice sociale et de l'égalité, apportera son soutien à la solidarité internationale ainsi qu'aux mouvements de libération nationale, s'opposera à toutes les formes de colonialisme et de néo-colonialisme et luttera contre elles, reconnaîtra le principe de la coexistence pacifique entre les peuples et coopérera à son application, et maintiendra sa politique de neutralité positive.

22. Les dangers que l'*apartheid* fait peser sur l'ensemble de l'humanité et notamment sur les peuples de l'Afrique australe et les Etats africains indépendants ont amené l'ONU à adopter, au cours des deux dernières décennies, un grand nombre de mesures visant à éliminer le régime illicite d'*apartheid* en Afrique du Sud. Parmi ces mesures, il convient de mettre en relief la création du Comité spécial de l'*apartheid*, diverses résolutions de l'Assemblée générale, notamment la résolution 1761 (XVII), et les résolutions du Conseil de sécurité, particulièrement la résolution 282 (1970). En dépit de tous ces efforts, le régime de la minorité blanche d'Afrique du Sud a intensifié sa répression contre la population autochtone et s'est engagé dans une politique d'agression permanente dirigée contre les Etats africains indépendants voisins. La conclusion logique de ce qui précède est que divers Etats Membres ont non seulement ignoré les résolutions de l'ONU sur l'*apartheid*, mais encore accru leur aide politique, militaire, économique et autre à l'Afrique du Sud, renforçant et perpétuant ainsi le régime d'*apartheid*. A cet égard, il convient de rappeler les propos que M. Barakat Ahmad, rapporteur du Comité spécial de l'*apartheid*, a tenus à la 859ème séance de la Commission politique spéciale lors de la présentation du rapport du Comité spécial concernant l'application par les Etats des résolutions de l'ONU relatives à l'*apartheid* (A/9168). Parlant de ce rapport, M. Ahmad a dit qu'il n'était guère flatteur pour la moralité internationale et que l'inefficacité de l'action internationale, et donc la persistance et l'aggravation de la situation critique en Afrique du Sud et dans toute l'Afrique australe, n'étaient pas à mettre uniquement sur le compte du régime sud-africain mais également sur celui de certains Etats et de certains intérêts étrangers, économiques et autres, qui collaboraient avec ce régime.

23. La délégation somalie observe avec une appréhension grandissante la situation raciale explosive existant en Afrique du Sud, qui exige une action

collective et décisive afin d'éviter un affrontement racial sanglant. De même, elle est convaincue que la Commission, en adoptant à l'unanimité le projet de convention, contribuerait dans une mesure considérable à la réalisation de l'objectif commun qui est de réprimer et châtier le crime d'*apartheid*, et remédierait à la grave carence qu'on a pu observer de la part de l'Organisation jusqu'à présent. La délégation somalie a déjà voté en faveur du projet de convention lorsque le Comité spécial de l'*apartheid* l'a examiné à ses 248ème et 249ème séances. Ce Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'en adopter le texte complet et a lancé un appel pour obtenir qu'un plus grand nombre d'Etats Membres se portent auteurs du projet de convention à l'Assemblée générale. Répondant à cet appel, la délégation somalie décide de se porter sur la liste des auteurs du projet de convention et espère que ce dernier sera jugé acceptable par l'ensemble de la Commission. En outre, la délégation somalie appuiera sans difficulté les amendements proposés par les délégations égyptienne, ghanéenne, guyanaise, marocaine et soviétique.

24. Mlle FAROUK (Tunisie) signale que la délégation tunisienne ne voit aucune difficulté à voter pour le projet de convention ainsi que pour les amendements y relatifs. A propos de l'amendement de l'Égypte (A/C.3/L.2017), elle indique qu'il conviendrait de parler de "politiques" plutôt que de thèses ou de doctrines puisqu'au huitième alinéa du préambule du projet, il est question de la "politique d'*apartheid*".

25. M. ORSO (Mongolie) déclare que la délégation mongole accorde une grande importance au projet de convention, étant donné que l'intensification et la perpétuation de la politique d'*apartheid* constituent une menace pour la paix et la sécurité internationales. Il serait logique qu'après les instruments et les résolutions que l'ONU a adoptés depuis 20 ans, elle adopte désormais un instrument juridique international de caractère obligatoire; or, le projet de convention réunit à cet égard les conditions nécessaires. Il impose aux Etats l'obligation et la responsabilité morale et juridique de réprimer et de punir l'*apartheid*. Le projet de convention n'est pas une simple déclaration mais un instrument juridique efficace visant un objectif commun, la liquidation de l'*apartheid*, et son adoption serait une mesure opportune. De même, il compléterait de façon appropriée la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. La délégation mongole a toujours soutenu les efforts tendant à éliminer le colonialisme, le racisme et la discrimination raciale, et elle est convaincue que l'adoption du projet de convention constituerait une importante contribution à ces efforts. C'est pourquoi elle appuiera avec plaisir, elle aussi, le projet de convention, en espérant le voir adopté par la Troisième Commission. Elle n'éprouvera non plus aucune difficulté à voter pour les amendements qui ont été présentés.

26. M. LEHTIHET (Algérie) dit que le projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* constitue un important document qui, ajouté à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, viendra renforcer les efforts faits par la communauté internationale pour réprimer et châtier l'*apartheid* et qui a donc l'appui de la délégation algérienne. En ce qui

concerne l'amendement proposé oralement par la représentante du Maroc au sujet de l'article II, M. Lehtihet estime qu'il serait en effet approprié de préciser la région géographique visée. En outre, il est heureux que le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ait bien voulu supprimer dans son amendement (A/C.3/L.2019) les mots "ou l'un quelconque des autres actes indiqués à l'article II de la présente Convention". La délégation algérienne votera également pour les amendements contenus dans les documents A/C.3/L.2016, A/C.3/L.2017 et A/C.3/L.2018 et se réjouit que le Président ait eu la sagesse de prolonger le délai prévu pour le dépôt des amendements.

27. M. THOMAS (Libéria) déclare que la République du Libéria est opposé à toute forme de discrimination raciale et que sa politique vise à éliminer tout système raciste limitant la liberté de l'homme. En outre, elle est opposée sans équivoque à l'*apartheid*. Tout en estimant que le projet de convention ne constitue pas une formule idéale et présente plusieurs défauts,

M. Thomas reconnaît qu'il vaut mieux l'adopter que de ne conclure aucune convention dans ce domaine. C'est pourquoi il s'estime tenu de s'aligner sur la position de ceux qui appuient le projet de convention et de lui accorder également son soutien, de même qu'aux amendements qui ont été présentés.

28. M. SMIRNOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) estime, après avoir étudié l'article VIII tel qu'il figure dans le document A/9095/Add.1, qu'il convient d'examiner certains défauts du texte des articles VII et IX. C'est ainsi que dans l'article VII il faudrait remplacer l'expression "suivant un calendrier qui sera fixé par . . ." par les mots "au groupe créé conformément à l'article VIII". De cette manière, l'article VII s'articulerait avec l'article VIII. Quant à l'article IX, il serait désormais logique de mettre à la place des points de suspension les mots "la Commission des droits de l'homme".

La séance est levée à 17 heures.

2006^e séance

Jeudi 25 octobre 1973, à 10 h 45.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.2006

POINT 53 DE L'ORDRE DU JOUR

Elimination de toutes les formes de discrimination raciale (suite) [A/9003 et Corr.1, chap. XXIII, sect. A.1 et A.2, et chap. XXX, sect. B; A/9018, A/9094 et Add.1 et 2, A/9095 et Add.1, A/9139, A/9177, A/C.3/L.2016 à 2023] :

b) **Projet de convention sur l'élimination et la répression du crime d'*apartheid* (suite)** [A/9003 et Corr.1, chap. XXIII, sect. A.2, A/9095 et Add.1, A/C.3/L.2016 à 2023]

1. M. CATO (Ghana), présentant le projet de résolution publié sous la cote A/C.3/L.2022, note que le projet de convention (A/9095, annexe, A/9095/Add.1) a déjà été approuvé par la Commission des droits de l'homme, le Conseil économique et social et le Comité spécial de l'*apartheid* et que le Secrétaire général l'a communiqué aux gouvernements des Etats Membres de l'ONU ou membres des institutions spécialisées pour qu'ils fassent connaître leurs observations à son sujet. Les auteurs du projet de résolution sont convaincus que la communauté internationale cherche enfin à adopter des mesures efficaces pour éliminer l'*apartheid*.

2. Le but essentiel du projet de convention est de mettre l'*apartheid* hors la loi et de couper la clique raciste d'Afrique du Sud et ceux qui la soutiennent de tout contact avec le monde civilisé. Le représentant du Ghana espère que les craintes exprimées par quelques délégations au sujet de certaines dispositions du projet se sont dissipées depuis que les membres ont eu la possibilité d'en améliorer le texte. Il existe très peu d'instruments juridiques qui soient parfaits, et il serait injuste de penser que la convention puisse être une

source de confusion. Elle doit au contraire permettre de remédier au chaos causé par la politique d'*apartheid*, qui a jusque-là menacé les relations amicales entre les Etats ainsi que la paix et la sécurité internationales.

3. Dans la Proclamation de Téhéran¹, adoptée par la Conférence internationale des droits de l'homme réunie à Téhéran en 1968, la communauté internationale a été priée d'avoir recours à tous les moyens pour éliminer le fléau de l'*apartheid* et le caractère légitime de la lutte contre l'*apartheid* a été reconnu. Le projet de convention dont est actuellement saisie la Commission répond à l'appel ainsi lancé dans la Proclamation de Téhéran.

4. M. Cato donne lecture du projet de résolution et fait observer que ses auteurs ont révisé le paragraphe 5 du dispositif, qui commence désormais ainsi : "Prie le Conseil économique et social d'inviter la Commission des droits de l'homme à assumer . . .". M. Cato espère que la Commission réservera un accueil favorable au projet de résolution et souligne qu'il est urgent que la communauté internationale relève le défi de l'*apartheid* et adopte toutes mesures efficaces pour châtier ceux qui se rendent coupables de ce crime.

5. M. KRISHNAPPA (Inde) a été frappé par le défaitisme qui semble avoir saisi quelques membres de la Commission, pour lesquels il est inutile d'adopter une convention sur l'*apartheid* parce que les résolutions antérieures sur ce sujet n'ont pas été suivies d'effet. D'autres délégations pensent au contraire que c'est précisément pour cette raison qu'il faut s'efforcer de rendre la convention à l'étude aussi efficace que possible.

¹ *Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.68.XIV.2), chap. II.